

L'embarras des Européens face aux meetings pro-Erdogan



International (<http://premium.lefigaro.fr/international>) | Par [Anne-Laure Frémont](#) (#figp-author)

Mis à jour le 13/03/2017 à 20h39

FOCUS - Fallait-il interdire le meeting du ministre turc des Affaires étrangères à Metz dimanche? Les gouvernements français et allemands sont la cible de critiques, alors que les tensions autour de la campagne menée par le gouvernement turc dans des pays d'Europe ont tourné à la crise diplomatique.

- **Après le meeting controversé de Metz, le gouvernement rappelle la liberté de réunion**

Empêché la veille d'aller aux Pays-Bas, le chef de la diplomatie turc Mevlut Cavusoglu a pu tenir dimanche à Metz un meeting devant un millier de personnes, à l'invitation d'une association locale, afin de promouvoir auprès de la diaspora turque le vote du «oui» lors du référendum du 16 avril sur le renforcement des pouvoirs du président Recep Tayyip Erdogan. Un rassemblement qui a provoqué l'indignation, en pleine campagne présidentielle française.

» Meeting pro-Erdogan: Fillon accuse Hollande d'avoir rompu «la solidarité européenne» (<http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/03/12/35003-20170312ARTFIG00055-le-gouvernement-somme-de-s-expliquer-sur-un-meeting-de-soutien-au-president-turc-erdogan-a-metz.php>)

«Il y a des règles en Europe, on peut faire campagne dans un pays étranger. Les [candidats à la présidentielle] français en ce moment ne s'en privent pas, a rétorqué ce lundi le secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur», Thierry Mandon. Le chef de la diplomatie Jean-Marc Ayrault s'était déjà justifié dimanche en rappelant que la réunion «relevait du régime de la liberté de réunion» et «qu'en l'absence de menace avérée à l'ordre public, il n'y avait pas de raison d'interdire cette réunion qui, au demeurant, ne

présentait aucune possibilité d'ingérence dans la vie politique française». «Dans chaque État membre, il y a un dispositif juridique qui encadre les libertés, rappelle au *Figaro* une source diplomatique. En France, pour interdire une réunion organisée dans un cadre privé, il faut des raisons bien définies par la loi. Ces conditions n'étaient pas remplies pour le meeting de dimanche à Metz, et si nous l'avions interdit, il y aurait sans doute eu recours devant le Conseil d'État.»

Le président Erdogan s'est en tout cas empressé de remercier la France. Ce n'est pas la première fois qu'un meeting organisé par les autorités turques sur le sol français crée **un certain malaise dans une partie de la classe politique.**

(<http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2015/11/02/31002-20151102ARTFIG00095-l-inquietant-plebiscite-d-erdogan-chez-les-jeunes-turco-belges.php>) En octobre 2015, plus de 10.000 personnes **étaient venues écouter Erdogan au Zénith de Strasbourg** **(<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/10/04/97001-20151004FILWWW00094-meeting-du-turc-erdogan-a-strasbourg.php>)** lors d'un rassemblement contre le terrorisme, pointé par ses opposants comme un meeting électoral.

• **Confusion en Suisse**

Chez nos voisins suisses, la confusion a régné tout le week-end. Le ministre Mevlut Cavusoglu avait également prévu de s'exprimer dimanche à Zürich. Mais l'hôtel Hilton où il devait prendre la parole a annulé l'événement, «pour des raisons de sécurité». Le gouvernement suisse a toutefois fait savoir qu'il n'avait «pas de raison d'interdire» la visite de Cavusoglu. Finalement, son meeting n'a pas eu lieu, sans raison précise. Le directeur zurichois de la sécurité, Mario Fehr, a toutefois exprimé son «grand soulagement», selon **La Tribune de Genève** (**<http://www.tdg.ch/suisse/ministre-turc-renonce-suisse/story/22362245>**). Les autorités cantonales avaient en effet fait savoir leurs réticences concernant cette réunion, par crainte de débordements.

• **La fermeté des Pays-Bas, au nom de la sécurité**

Les autorités néerlandaises, elles, ont été bien plus fermes. Samedi, elles ont empêché le chef de la diplomatie turc d'atterrir à Rotterdam, où il devait tenir une réunion électorale. Raison invoquée: la sécurité. «Il y avait une concertation en cours pour voir si les autorités turques pouvaient déplacer le rassemblement et lui donner un caractère privé, à petite échelle dans le consulat turc ou l'ambassade», a précisé La Haye dans un communiqué. Mais pour les autorités néerlandaises, «après un appel public aux Néerlandais-Turcs à participer massivement à une manifestation publique avec le ministre Cavusoglu à Rotterdam le samedi 11 mars, l'ordre public et la sécurité [étaient] compromis». Plus tard dans la journée, c'est la ministre turque de la Famille qui a été accompagnée par les autorités à la frontière allemande. Des affrontements ont suivi

entre des manifestants pro-Erdogan et la police. Ces tensions interviennent dans un contexte particulier: les législatives ont lieu mercredi aux Pays-Bas, et le chef du gouvernement conservateur est au coude à coude dans les intentions de vote avec **le leader de l'extrême droite Geert Wilders.**

(<http://www.lefigaro.fr/international/2017/03/12/01003-20170312ARTFIG00141-geert-wilders-le-tribun-anti-islam-qui-ebanle-les-pays-bas.php>) Ce dernier a demandé que tous les membres du gouvernement turc soient interdits de territoire.

En réaction, la Turquie a assuré qu'elle prendra «toutes les mesures diplomatiques possibles» et saisira la Cour européenne des droits de l'homme, a déclaré lundi le président Recep Tayyip Erdogan. Par ailleurs, les autorités turques ont convoqué le chargé d'affaires de l'ambassade des Pays-Bas à Ankara pour lui remettre officiellement une plainte relative au comportement de la police néerlandaise ce week-end à Rotterdam, ont indiqué des responsables du ministère des Affaires étrangères.

• **Erdogan accuse Merkel de «soutenir les terroristes»**

En Allemagne vit la plus forte communauté de la diaspora turque dans le monde (trois millions de personnes). Plusieurs villes y ont annulé des meetings au cours desquels des responsables politiques turcs devaient s'exprimer, invoquant généralement des questions logistiques ou de sécurité. Le gouvernement allemand a rejeté à maintes reprises les accusations d'ingérence, soulignant que l'autorisation de telles manifestations était du ressort des seules municipalités concernées. Certaines ont d'ailleurs autorisé ces réunions. Recep Tayyip Erdogan a toutefois fustigé des «pratiques nazies», des propos jugés «tristes et déprimants» par la chancelière Angela Merkel. «Personnellement, je ne suis pas partisan de ces apparitions. Je ne les souhaite pas. Une campagne (électorale) turque n'a rien à faire ici, en Allemagne», a pour sa part déclaré le ministre allemand de l'Intérieur Thomas de Maizière à la chaîne publique allemande ARD. S'il ne s'est pas prononcé pour une interdiction de ces rassemblements, il a ajouté: «il y a des limites, des limites bien définies, dans le code pénal, par exemple (...). Celui qui insulte et fustige l'Allemagne ou son ordre constitutionnel en toute mauvaise foi enfreint la loi. Et là se trouve la limite». Plus de trente manifestations du même genre sont prévues dans les trois semaines à venir en Allemagne, indique-t-on de source diplomatique. Reste à savoir quelle décision prendra chaque localité.

Dans un discours diffusé lundi soir à la télévision, le chef d'État turc a accusé l'Allemagne de soutenir «implacablement» le terrorisme et qualifié un journaliste germano-turc détenu en Turquie d'être un espion et un terroriste. «Mme Merkel, pourquoi cachez-vous des terroristes dans votre pays? Pourquoi n'agissez-vous pas?», a lancé M. Erdogan lors d'une interview télévisée, accusant Berlin de n'avoir pas donné suite à 4.500 dossiers sur des terroristes présumés, communiqués par Ankara. «Mme

Merkel, vous soutenez les terroristes», a-t-il ajouté. La chancelière a rétorqué en jugeant «aberrantes» ces accusations, selon son porte-parole. «[Angela Merkel] n'a pas l'intention de participer à un concours de provocations», a-t-il indiqué.

• **L'Autriche partagée sur les interventions électorales d'hommes politiques étrangers**

En raison de «risques de trouble à l'ordre public», plusieurs communes autrichiennes ont aussi annulé des rencontres avec des responsables turcs. Le chef de la diplomatie autrichienne Sebastian Kurz a appelé vendredi Ankara «à ne pas exporter la politique intérieure turque en Autriche», car «cela nuit à l'intégration en Autriche». Selon l'AFP, la grande coalition gauche-droite au pouvoir à Vienne se déchire depuis plusieurs jours sur la formulation d'un projet de loi devant interdire formellement les interventions électorales d'hommes politiques étrangers sur le territoire national.

• **En Suède, une annulation, mais rien de définitif**

Le propriétaire d'une salle de réunion de Stockholm dans laquelle devait se tenir en rassemblement en faveur du référendum constitutionnel turc a annulé dimanche le contrat de location des lieux, sans fournir de raison. **Selon la BBC**

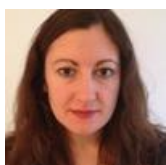
(<http://www.bbc.com/news/world-europe-39251216>), le ministère suédois des Affaires étrangères a toutefois déclaré qu'il n'était pas impliqué dans cette décision et que la réunion pouvait se dérouler ailleurs.

• **À chaque État de prendre sa décision, selon la responsable de la diplomatie européenne**

Le chancelier autrichien Christian Kern **appelait au début du mois**

(<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/03/05/97001-20170305FILWWW00026-l-autriche-veut-une-interdiction-europeenne-des-meetings-turcs.php>) à une

interdiction dans toute l'Union européenne de ces réunions électorales. Tout en appelant Ankara «à s'abstenir de toute déclaration excessive», la responsable de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, l'a rappelé ce lundi: «Les décisions relatives à la tenue de réunions et de rassemblements dans les États membres relèvent de l'État membre concerné, conformément aux dispositions applicables du droit international et du droit national».



[\(<http://plus.lefigaro.fr/page/anne-laure-fremont>\)](http://plus.lefigaro.fr/page/anne-laure-fremont)

Anne-Laure Frémont (<http://plus.lefigaro.fr/page/anne-laure-fremont>)

 Journaliste

Suivre (<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/2185497>)

Mon compte Twitter : @alaurefremont
